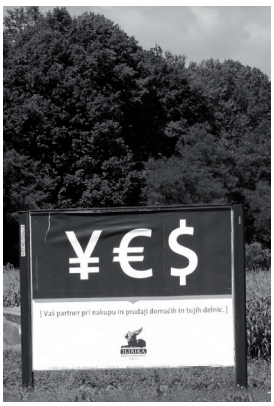
Laurent Pochat
Historien

Synergies *Roumanie* n° 6 - 2011 pp. 247-252



Panneau publicitaire en Slovénie : *YES - Yen, Euro, Dollar* - dans l'Union Européenne - © LP - 2004

« Les Européens ont été accaparés, depuis plus de vingt ans, par leurs problèmes nombrilistes d'identité, d'organisation et d'élargissement, si imprégnés des croyances postulant l'obsolescence des rapports de puissance, qu'il n'est pas sûr qu'ils soient capables de constituer une puissance, en dépit des apparences statistiques flatteuses.
La raison en est que trois incertitudes ou désaccords les minent toujours : sur les institutions, sur la géographie de l'Europe, et sur son projet. Peuvent-ils les surmonter ? »[1]

(Védrine, 2009 :17)

Cet extrait de *Le temps des chimères* de Hubert Védrine nous laisse perplexe devant les dysfonctionnements de notre Terre-Patrie, expression propre, chère à Edgar Morin. Les occidentaux se persuadent encore à eux-mêmes de pouvoir gérer le monde. La croissance sans fin de l'économie libérale, de la pensée politique libérale, du marché qui fait la loi exercent une pression sur notre avenir. Un leadership américain qui se pose en vainqueur de la guerre froide. Quelle illusion notoire ?
A-t-on encore conscience des enjeux mondiaux ? Quelle vision réaliste de l'Europe et de son influence dans le monde ? Un concept de *Puissance Europe* ?

Cette interprétation du monde de Hubert Védrine sonne comme une *illusion d'optique* où se mêlent effets réducteurs des souverainetés d'Etats, compétitions, incertitudes, incivilités, crise d'un monde global au devant des conflits qui nous guettent, mais néanmoins porteur d'espoir sur notre temps, notre destin dont nous sommes responsables.

Catastrophe ou refondation ?

Qui n'a pas entendu cette maxime : La guerre est une affaire trop sérieuse pour la laisser dans les mains des militaires. Nous pourrions aujourd'hui poursuivre cette maxime : la finance est une affaire trop sérieuse pour la laisser dans les seules mains des financiers. Il faut donner du sens à la Politique, cette chose publique de jadis.

BDD-A2339 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 01:52:33 UTC)


La Nation victorieuse - 1941-1945. Croatie 1991 © LP - 2009

Que peut-on attendre de l'Europe ? les évènements sanglants de Bosnie ont laissé place à l'amertume et à la déception. Les prochains élargissements de l'Union ne sont que des épiphénomènes qui confortent l'indécision et l'absence de Grande Politique. Dans son ouvrage, *Après la crise - 2010*, Alain Touraine[2] s'interroge sur le sens de cette crise et surtout comment nous en sortir dans un monde de plus en plus interdépendant. L'idée dominante est que les logiques spéculatives et financières forment une bulle qui s'est totalement détachée de la sphère économique et sociale, de la société de production telle que nous la connaissons depuis les grandes mutations industrielles. La finance est une arme de guerre et déjà au XVII[e] siècle, le général Montecuccoli notait qu'il fallait trois critères pour guerroyer : 1. de l'argent, 2. de l'argent, 3. de l'argent.

> « *La logique de la recherche du profit maximum et celle du respect du sujet et de ses droits s'affrontent aujourd'hui. Chacun de ces deux principes peut s'incarner dans chacun des secteurs de la vie sociale, mais aussi dans les interventions publiques, surtout celles de l'Etat, qui cherchent à combler le vide entre les principes opposés et à transformer les contradictions en complémentarités.* » (Alain Touraine, 2010 : 106)

Allons-nous vers une catastrophe ?

L'auteur s'appuie sur un certain nombre d'études notamment la pensée de Joseph Stiglitz dans *Freefall*, paru en 2010, l'un des rares économistes de ce temps capable de donner une interprétation raisonnée de la crise. D'entrée de jeu, l'auteur présente la crise comme : « une crise économique est d'abord *affaire d'économistes* ». (Touraine, 2010 : 9) Pourquoi pas ! Mais s'agit-il seulement d'une crise économique ? N'y a-t-il pas une société nouvelle en gestation ? L'auteur souligne bien qu'il ne faut plus chercher dans l'économie le principe de construction de la société. L'idée même de rationalité limitée chère aux économistes n'a plus aucun sens et comme Joseph Stiglitz, il nous convainc de l'inefficacité des compromis et des demi-mesures.

Alors que faut-il faire ?

Sans être pessimiste, l'auteur met aussi l'accent sur le déclin de l'Europe. L'impuissance de l'Union européenne est observée partout avec inquiétude et déception. Cette organisation, née de l'après-guerre, est donc incapable de contrôler les opérations financières. La *City* de Londres est-elle responsable ? Il est vrai que l'on peut s'interroger sur le déclin de l'Europe. Sa position internationale est peut-être comme l'indique l'auteur le souci des pro-européens d'intégrer le continent dans une économie mondiale globalisée et dominée par les États-Unis. Mais dans cette escalade financière, il faut aussi souligner les engagements militaires aventureux des États-Unis dans le monde qui encouragent le surendettement et la spéculation au détriment de l'économie réelle. Les produits dérivés, les fonds d'investissement, les *subprime* à la construction et autres barbarismes n'alimentent plus une économie de la technologie avec la diffusion de nouveaux produits mais se retranchent plutôt sur la réussite d'opérations financières, hasardeuses ou non. Les capitaux se sont tournés vers la spéculation. Les États-Unis sont fortement endettés et sont surtout devenus débiteur de la Chine, pays qui a

BDD-A2339 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 01:52:33 UTC)

acquis une grande partie des bons du trésor américain. Au final, les populations des pays développés vivent au-dessus de leurs moyens, et entretiennent le gaspillage de ce monde. Nous avons donc un sentiment d'impuissance ou les systèmes de gouvernance ont leurs limites. En d'autres termes, lutter contre la pauvreté, la spéculation et la domination du monde par l'argent sont de vains mots, l'Union européenne dans ses programmes d'action mentionne de la manière et de l'usage de « comment mieux gérer la pauvreté ». Cela finit tout simplement par accepter la pauvreté comme telle, une plaie récurrente du désordre humain. Selon l'auteur, la société n'existe plus. Avec les conflits socio-économiques qui ont jusqu'ici caractérisé la cité industrielle, aucune force actuelle n'est capable de s'opposer de manière efficace au pouvoir économique et financier de l'ère global. L'auteur poursuit en mettant l'accent sur la gravité des crises. En partant de l'exemple de 1929, très présent dans les mémoires, cette crise a eu pour effet de pousser les Allemands vers le nazisme. La crise actuelle peut tout à fait conduire à l'effacement progressif de l'Occident surtout européen. Pour autant, les théories libérales et néolibérales ne proposent rien. Et l'auteur insiste, face à la crise bancaire et au risque d'un écroulement du système financier, ce n'est pas l'Union européenne qui a joué le rôle principal. Les Etats continentaux ont subi les effets de la crise déclenchée par *Wall Street* et la *City*, Centres financiers de pays annexés par le gain, qui ont été rejoints par de grandes puissances émergentes comme l'Inde ou la Chine. L'Europe est donc la principale victime des crises actuelles. Et pour finir l'auteur ajoute, il y a deux sorties de crise : l'une par la catastrophe, au moins en Europe, et l'autre la création d'une nouvelle vie sociale comme hypothèse qui repose sur la défense des Droits universels de l'Homme, une arme possible contre l'économie globale.

Au nombre de cinq conclusions sont mentionnées par l'auteur :

Constats : La lutte des classes, cette idéologie du marxisme-léninisme convaincu du renversement du capitalisme est révolue. Les catégories sociales ont évolué par l'enrichissement personnel, l'excès, l'individualisme d'un côté, l'appauvrissement, la paupérisation, l'exclusion d'une couche de la population de l'autre. La crise actuelle est une rupture imposée par les financiers, un conflit entre leurs intérêts et ceux de la population. Jusqu'à présent la société industrielle qui se composait du patronat et du salariat a été détruite par des actions irresponsables de financiers. Les réformes qu'elles soient prioritaires ou non ont une action limitée, voire inefficaces parce que notre champ de vision est réducteur des enjeux. La société industrielle n'existe plus, elle appartient donc au passé. Les méthodes rationnelles de gestion sont caduques parce que les théories libérales et néolibérales sont obsolètes.

La globalisation de l'économie est en marche, une forme de résistance doit s'organiser avec la défense d'un cadre de vie qui doit être la clef de voûte d'un système innovateur au-dessus de la structure économique et sociale. Les acteurs d'un système ne doivent pas être motivés par leurs seuls intérêts. Il faut proclamer la démocratie, une valeur pour rendre les citoyens responsables pour donner du sens au monde politique. La réponse la plus efficace à la crise est tout simplement la reconstruction de rapports entre les acteurs économiques et sociaux et de nouvelles interventions publiques avec la formulation de valeurs communes. L'auteur insiste sur les droits universels de tous les êtres humains : droit à l'existence, droit à la liberté … la défense d'un développement durable, renouveler les mouvements féminins … La reconnaissance des appartenances sociales et culturelles doit féconder une nouvelle vie à l'humanisme.

BDD-A2339 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 01:52:33 UTC)

Commentaire

L'interprétation de la crise diffère selon le point de vue des sociologues, des philosophes, des économistes ou des historiens. Cela fait depuis plusieurs décennies que le concept de crise fait partie intégrante de nos vies, de nos tracas quotidiens. Mais la crise au sens grec du terme signifie agir et prendre des décisions.

Il est intéressant toutefois de rappeler que la crise est partie récurrente de toute forme de civilisation. Ce n'est pas un corps étranger. Toute évolution d'un modèle structurant notre système économique et technique est soumis tôt ou tard à une forme d'évaluation, dont le risque de crise affectant l'organisation n'en est qu'un élément. La crise nécessite donc une action permettant à terme de réguler plus ou moins des dysfonctionnements dans notre société. Il est tout aussi surprenant de vouloir diviser l'économique et le social comme la politique de la géostratégie. Tous ces éléments forment un tout, il est donc impossible d'agir pour obtenir des résultats satisfaisants lorsqu'on intervient seulement sur une partie du corps malade. Et c'est là, la difficulté majeure dans notre société, de ne pas être capable d'appréhender les faits pour les analyser avec nos connaissances si rudimentaires soient-elles et d'en tirer parti pour satisfaire le bien-être social.

Les économistes ont tendance à limiter leurs actions à la sphère économique, ce qui est totalement inconcevable dans un monde régi par la règle des relations internationales, de la mondialisation partielle. L'impression première qui nous surprend est bien celle de constater notre incapacité à agir là où il faut, quand il faut pour l'intérêt général. La société humaine semble désarmée face à une menace, en définitive, la crise n'est qu'un prétexte pour les centres de pouvoir de poursuivre à l'identique les erreurs commises dans le passé. Lorsque l'on parcourt les traités de philosophes dans l'histoire, de penseurs, on constate en permanence que la crise est une artère qui sévit de manière parallèle à tout changement de société, à toute réforme ; cette crise accompagne une réforme, un bouleversement de société. Le XIXe siècle est connu pour sa révolution industrielle qui a engendré des crises cycliques dans l'économie et les finances. Il suffit de rappeler les scandales financiers tels que celui du canal de Suez, les grands projets de construction de réseaux ferrés dans l'empire ottoman ..., les placements de capitaux douteux dans des sociétés de conseil, des firmes virtuelles en Amérique à l'époque de la ruée vers l'or ...

Il est donc opportun de rappeler que la crise fait partie de notre identité, de notre culture comme les faits de guerre. Cela étant, il est nécessaire de confronter le point de vue des Etats pour résoudre les grandes difficultés de notre planète. Et comme le constate Alain Touraine, l'économie poursuit sa destinée avec de vieux principes hérités du XIXe siècle, l'appât du gain pour s'enrichir le plus vite possible au détriment du social pour le bénéfice d'une minorité d'indigents peu scrupuleux de l'héritage culturel et de la transmission aux futures générations d'un bien sain.

Sommes-nous irresponsables ?

A priori, nous pouvons l'affirmer. L'histoire et notamment le temps long de l'histoire nous donnent des explications mais aussi des moyens d'agir pour contourner la crise, qu'elle soit d'ordre politique, économique ou financière. La manière de diriger des instances politiques et les organes décisionnels des grandes organisations internationales vont à l'encontre du bien commun de l'humanité. Il faut renverser cette tendance pour

BDD-A2339 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 01:52:33 UTC)

introduire la notion de responsabilité politique. Ainsi, sous l'emprise de la concertation entre les Etats ou dans les organisations mondiales, on peut édifier une nouvelle société pour un meilleur salut. Mais cela ne veut pas dire l'anéantissement de la crise, celle-ci vit en nous et sera toujours présente.

Actuellement, on a tendance à donner des explications à court terme des dangers de la crise mais les grandes secousses des guerres mondiales en sont aussi responsables et nous les subissons toujours. Les grandes propositions politiques de l'après 1945 comme la création des organisations internationales (Les accords de *Bretton Woods*, la création du FMI…) ont permis, seulement pour un temps, de mater les tensions politiques dans le monde mais elles n'ont jamais fait paraître une réelle volonté de résoudre la crise générale. Les intérêts particuliers de groupuscules quel qu'ils soient perturbent toujours l'organisation des relations internationales, que ce soit sous l'aspect d'un terrorisme politique ou financier...

La domination d'une grande puissance telle que les États-Unis d'Amérique a ses limites et cette prétendue crise, si crise il y a, (nous n'avons jamais consommé autant dans l'opulence qu'actuellement… comme le soulignait déjà J. K. Galbraith en 1961) a déjà débuté après 1945 et a eu ses premiers effets négatifs en 1971 quand il y a eu la dévaluation du dollar pour la première fois et la non convertibilité du dollar en or suite à des fluctuations monétaires excessives. La guerre du Yom kippour n'a fait qu'accentuer l'état de crise avec la période de dérégulation (de l'ère Ronald Reagan à Margaret Thatcher) jusqu'au krach boursier de 1987, la fameuse bulle financière et la récession du Japon dans les années 1990 et demain probablement la Chine, l'Inde ou d'autres pays en manque de liquidités. Mais où est l'Europe qui réfute même l'idée de puissance ?

La crise est donc une épreuve qui se gère si nous avons un projet de société en commun comme le définissait autrefois le grand stratège chinois Sun Tzu dans son traité de l'Art de la guerre. Sun Tzu a dit (17- p. 96) : *Tout l'art de la guerre est duperie*. (19- p.140) : *L'ordre ou le désordre dépendent de l'organisation, le courage ou la lâcheté des circonstances, la force ou la faiblesse des dispositions*.



Napoléon. Slovénie © LP - 2008

Notable, ce qui est *in fine* de relever dans la pensée du stratège (500 ans avant Jésus Christ), est la clarté d'esprit de ce théoricien de la méthode dans la manière de gouverner, ce que les princes, seigneurs de guerre, soldats et hommes d'Etat n'ont pas retenu notamment de sa mise en garde que « Jamais pays n'a profité d'une guerre prolongée ». D'une crise qui perdure donc depuis des décennies, nos chances de vouloir réformer un monde s'amenuisent comme l'essence de la démocratie. Et peut-être compromettre le destin de l'Europe de demain !

La crise est alors Duperie !

BDD-A2339 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 01:52:33 UTC)

Bibliographie

Tzu, S., *L'Art de la guerre*, Köln, Taschen, La nouvelle édition illustrée, 2006.

Touraine, A., *Après la crise*, Paris, Seuil, La couleur des idées, 2010.

Védrine, H., *Le temps des chimères* 2003-2009, La Flèche, Fayard, 2010.

Notes

[1] Hubert Védrine. Président de l'Institut François Mitterrand, ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2002).
[2] Alain Touraine. Sociologue, directeur d'études à l'EHESS, docteur *honoris causa* de plusieurs universités françaises et étrangères.

BDD-A2339 © 2011 Gerflint
Provided by Diacronia.ro for IP 216.73.217.142 (2026-11-15 01:52:33 UTC)